



LA QUATRIÈME

internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

HUGO BLANCO

ne doit pas mourir

D'un instant à l'autre, nous pouvons apprendre que notre camarade Hugo Blanco va mourir, fusillé. Il ne doit pas y avoir de tâche plus urgente pour tout militant révolutionnaire, pour tout militant ouvrier, pour tout homme qui comprend seulement le sens de l'immense partie qui se joue à l'échelle mondiale, aujourd'hui, entre l'impérialisme et les peuples opprimés, exploités, souffrants de par tout le monde, qui ne doit comprendre en même temps que, sur la tête de Hugo Blanco, se joue en ces semaines un coup de poker décisif : ou ils tueront ce prisonnier auquel ils n'ont à reprocher que ce qui est pour eux le plus grand des crimes : avoir été un éveillé de consciences, celui qui enseigne leur droit d'hommes aux paysans les plus exploités du monde, reprendre leur bien, la terre, et la défendre les armes à la main contre qui viendrait la leur reprendre, ou bien donc, ils le tueront et ce sera le signal d'un bain de sang pour le Pérou qui coulera à partir des prisons, faisant la preuve terroriste devant toute l'Amérique latine que l'impérialisme américain écrase en germe toute révolte et toute révolution libératrice, ou bien les travailleurs et leurs alliés du monde entier feront reculer les mains criminelles, et une grande bataille sera gagnée.

Nos lecteurs savent déjà qui est Hugo Blanco : il n'a que 32 ans. D'origine très modeste, c'est en Argentine qu'il est devenu marxiste, communiste et trotskyste en même temps. Rentré dans son pays, il a fondé et est devenu le principal dirigeant du F.I.R. (Front de la gauche révolutionnaire) organisation trotskyste qui est devenue la section péruvienne de la Quatrième Internationale après le congrès mondial de réunification de 1963, dont Hugo Blanco, déjà arrêté, a accepté les décisions et les thèses. Dès 1959, il avait initié dans la province de Cuzco sa propre méthode de lutte et d'organisation des paysans en syndicats qui s'emparaient des terres et assuraient leur auto-défense. L'hommage le plus remarquable offert à Hugo Blanco est certainement celui

qui lui vient de révolutionnaires qui ont pratiqué d'autres méthodes de luttes, des Cubains, qui le défendent sans restriction, et surtout d'Hector Bejar, ancien membre du Parti communiste péruvien, un des dirigeants du M.I.R. (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) qui a échappé aux massacres où sont tombés Luis de la Puente et Guillermo Lobaton, actuellement emprisonné au Pérou et menacé du même sort que Blanco et qui a écrit : « Je considère Hugo Blanco comme un vrai révolutionnaire et j'ai toujours admiré son exemple, bien que je ne partage pas sa thèse du « double pouvoir »... Je le connais depuis longtemps, et je connais aussi son intégrité personnelle... Je pense que son travail de syndicalisation des paysans a été formidable... on ne l'a pas aidé, on l'a isolé et même combattu, et voilà les résultats... Heureusement qu'apparaissent maintenant quelques gens de bon sens qui se sont mis d'accord pour jeter par-dessus bord tous les sectarismes, qui ont joué dans le cas de Blanco. »

Ce n'est pas, en effet, la moindre conséquence de l'influence profonde de l'action de Hugo Blanco, de son attitude personnelle et de la réaction à son égard des agents péruviens de l'impérialisme, que le front unique héroïque qui se développe à partir des prisons péruviennes, en particulier entre militants du F.I.R. et du M.I.R. Ce front de défense, qui, quoi qu'il arrive, est une belle promesse d'avenir, peut avoir des implications bien au-delà du Pérou, comme il apparaît déjà dans la proposition que nous a faite Voix Ouvrière d'œuvrer à l'unité des trotskystes pour des actions communes de défense de notre camarade.

Nous n'avons pas besoin de souligner longuement les raisons qui ont amené l'appel au Conseil suprême de justice militaire, de Lima, de la sentence du conseil de guerre de Tacna qui, sans aucun doute impressionné par les manifestations de solidarité populaire des villes et surtout des campagnes, s'était « contenté » de condamner Hugo Blanco à 25



ans de prison... Les militaires péruviens, qui n'ont accepté que de mauvais gré, il y a précisément trois ans, l'élection de Belaunde Terry à une imposante majorité (dans un pays où la masse analphabète ne vote pas) et la constitution d'un pouvoir civil, ne sont que les marionnettes qu'agitent le bras sanglant de l'impérialisme américain. Cela apparaît clairement dans l'intervention, pour exiger la tête de Hugo Blanco, du Commandement militaire interaméricain, organisme militaire de l'O.E.A. créé récemment à Buenos Aires, et simple outil du Pentagone.

L'appel à minima qu'a déposé le procureur Ruiz de Somocurcio, qui réclame à nouveau la peine de mort, ne suppose même pas un nouveau procès, et la décision peut être « légalement » prise en trois

(Suite page 8)

L'unité de la gauche se ressoude sur la droite

FACE à une opposition divisée et incertaine, les gaullistes affichent une belle confiance, l'ironie à la bouche.

Pourtant, ils se préparent activement à un combat difficile, qu'ils savent non gagné d'avance.

Certes, le pouvoir a redressé une situation compromise au lendemain des présidentielles, et la responsabilité en incombe essentiellement à ceux entre les mains desquels échoit encore aujourd'hui la direction de la classe ouvrière.

Il n'empêche qu'après avoir découvert que les présidentielles n'étaient pas un plébiscite, les stratèges gaullistes craignent maintenant d'éprouver la différence qui existe entre les législatives et les présidentielles.

La combinaison de l'emprise persistante des partis traditionnels et des notables locaux sur l'électorat avec l'actuelle vague de mécontentement, bien marquée par les manifestations ouvrières du 23 novembre, est susceptible, dans de nombreux cas, de provoquer des victoires de l'opposition, et de réduire dangereusement la majorité sortante.

C'est pourquoi le pouvoir met en place un arsenal de candidatures officielles et exerce des pressions multiples. Une des mesures les plus scandaleuses est le temps de parole égal « accordé », pour la radio et la T.V., à la majorité et à

l'opposition prise dans son ensemble. Il faut s'attendre, dans les semaines à venir, à une avalanche de mesures de ce style, que dénoncent avec indignation nos démocrates de gauche, mais dont ils se refusent à comprendre le sens.

Bien loin de tirer les conséquences de l'affaire Ben Barka, qui a révélé la puissance inquiétante prise par une police dont le contrôle échappe à ses maîtres eux-mêmes, bien loin de comprendre que le régime actuel, institué par un coup d'Etat militaire, ne sera pas renversé par des bulletins de vote mais par des mouvements sociaux d'une très grande ampleur, les directions ouvrières répondent à la menace agitée par de Gaulle de dissoudre la nouvelle assemblée en cas de défaite électorale, et de gouverner en s'appuyant sur l'article 16, par des préparatifs et des calculs purement électoralistes.

Aux congrès des trois formations constituant la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste ne furent discutés que des problèmes de tactique électorale. Désistements prioritaires à gauche ou à droite, telle était la question qu'il fallait trancher, après la mise en demeure du P.C.F. qui use d'un argument pour eux très convaincant : c'est de lui que dépend la réélection d'un très grand nombre de députés socialistes et

radicaux sortants, Defferre et Mollet compris.

A ces trois congrès furent données des réponses divergentes, mal conciliées par l'arbitrage fédéral qui a imposé un désistement prioritaire en faveur de la gauche (P.C.F. et P.S.U.) dont il y a gros à parier qu'il ne sera pas respecté par... tous les fédérés qu'il gênera.

Si les réticences des radicaux à rompre avec les centristes laissent prévoir la sortie de la Fédération des plus droitiers au moins, le Congrès de la S.F.I.O. a déterminé une ligne inverse : la volonté de ne pas se couper du P.C.F. Si tristement célèbres que soient les talents de manœuvrier et de combinard de Guy Mollet, il serait injuste de refuser à cet homme la capacité de penser une politique à long terme. Les résolutions du Congrès de Suresnes ne doivent pas être jugées en fonction seulement de l'imminence des élections, mais aussi en fonction de l'idée que se fait le secrétaire général de la S.F.I.O. de l'avenir du mouvement ouvrier français.

Guy Mollet mise sur l'évolution droitrière du P.C.F. sur sa social-démocratisation et en escompte une cure de rajeunissement de son parti. Leader réformiste, il pense que la S.F.I.O. a plus à gagner sur sa gauche, de la décomposition du P.C. stalinien, que sur sa droite.

Dans le même moment, il se rappor-

che de la Convention des Institutions Républicaines, courant social-technocrate, expression politique de la petite bourgeoisie des cadres moyens, des couches nouvelles si chères au néo-réformistes.

Il est vraisemblable que, si cette opération enveloppante réussit, le P.S.U. ne résistera pas longtemps aux charmes d'une S.F.I.O. rajeunie, modernisée, élargie.

A plus long terme, s'il est probable que l'alle la plus droitrière du P.C. rejoindra avec armes et bagages la social-démocratie, les conditions existent qu'au cours du processus de décomposition du stalinisme une aile gauche se détache. C'est sur cette avant-garde potentielle que la direction du P.C.F. concentre ses coups dans la période actuelle. L'appareil du P.C.F. prépare avec le plus grand soin le XVIII^e Congrès, en envoyant dans chaque cellule ou section mal-pensante des représentants qualifiés de la bureaucratie. Nombreuses et profondes sont les réticences des militants communistes au cours droitier actuel. Les conditions mûrissent du développement de clivages profonds. Après l'opération Mitterrand, c'est dans la discussion sur les législatives que s'ébauchent les lignes de force du mouvement ouvrier français de demain.

Thomas LECRET.